

FACE À LA HAUSSE DES DÉPENSES PAR RAPPORT AUX RECETTES

Louh plaide pour d'autres systèmes de financement de la Cnas

La Caisse nationale des assurances sociales (Cnas) risque-t-elle à court terme de connaître un déséquilibre financier ? La question n'a pas été évoquée en ces termes par le premier responsable du travail et de la protection sociale. Mais il n'en demeure pas moins que M. Tayeb Louh a plaidé hier pour «l'urgence de trouver d'autres formes de financement de la Cnas».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'annonce a été faite hier au siège de son département à l'occasion de l'installation d'une commission nationale de financement de la Cnas. Une commission composée de toutes les parties concernées et dont la durée de la mission est fixée à six mois. Pour Tayeb Louh, «une évaluation annuelle des ressources et des dépenses de la sécurité sociale a fait ressortir plus de dépenses notamment dans le domaine de la couverture sanitaire». Chiffres à l'appui, le ministre du Travail et de la protection sociale a indiqué à

ce sujet, que les remboursements médicaux de la Cnas pour l'exercice 2007 se sont élevés à 60,6 milliards de dinars, alors que pour l'année 2006, les dépenses générales pour la couverture sanitaire assurée par la Cnas étaient de 135,5 milliards de dinars dont 45 milliards de dinars pour le seul chapitre relatif au remboursement des médicaments. «Ces chiffres dénotent qu'il y a une excellente couverture sociale des assurés et leurs ayant-droits et ce à travers les différentes dispositions que nous avons mises en place. Tout ceci a généré des dépenses plus

importantes d'où l'importance de mettre sur pied cette commission nationale de réflexion sur le financement de la Cnas qui doit nous remettre ses recommandations dans un délai ne dépassant pas les six mois», a indiqué Tayeb Louh. A ce titre, il est à noter que ladite commission sera composée, outre les représentants du ministère du Travail, des représentants des ministères des Finances et de la Solidarité, du Cnes, du patronat, de l'UGTA et des différents responsables des caisses de sécurité sociale. En somme, il s'agira «d'une véritable réflexion qui sera engagée autour du système de financement de la Cnas».

Ceci dit, le premier responsable du département du travail et de la protection sociale a tenu en la circonstance à rassurer que «les bases fondamentales qui

régissent notre système de retraite et qui constitue son fondement, en l'occurrence les principes de la solidarité et la distribution, constitueront les principes fondamentaux de la protection sociale dans notre pays».

Ce même responsable a insisté longuement sur la nécessité de maintenir en l'état la quote-part des cotisations et d'éviter d'introduire des changements qui risquent de provoquer des chamboulements pour l'employeur. Selon lui, il n'en demeure pas moins que «ces cotisations ne suffisent pas, d'où la nécessité de trouver d'autres formes de financement». Tayeb Louh qui s'est défini une feuille de route jusqu'à l'horizon 2012, a ajouté que la triptyque «équilibre financier, modernisation et amélioration des prestations ont jusqu'à présent constitué les

garde-fous du processus de mise à niveau de la sécurité sociale en Algérie». «C'est un ensemble de mesures que nous avons engagé dans le secteur de la sécurité sociale. Le chantier ouvert est immense et nous comptons harmoniser et coordonner les différentes institutions relevant de notre ministère dont les actions s'inscrivent dans le cadre des objectifs assignés à notre département», a ajouté Tayeb Louh, qui a tenu en la circonstance à préciser «que son département ne fait pas de révolution mais il a engagé des réformes».

Ceci dit et sur un autre plan, il est important de rappeler que la préservation des équilibres financiers des caisses de sécurité sociale passe également par une amélioration des recettes de cotisation, comme il s'appuie sur plusieurs volets essentiels, à savoir «la création de la caisse nationale de recouvrement des cotisations de sécurité sociale, dont le texte

a été publié au Journal Officiel et qui sera mise en place au courant de cette année, le renforcement et l'encadrement des agents de contrôle de la sécurité sociale, à travers l'adoption des textes réglementaires fixant les modalités d'agrément des agents de contrôle et leur statut ainsi que les missions du corps des contrôleurs de la sécurité sociale et la lutte contre l'évasion parasociale, renforcée par l'aménagement du dispositif législatif relatif à l'assujettissement en matière de sécurité sociale, le durcissement des sanctions à l'encontre des assujettis ne se conformant pas aux dispositions légales et réglementaires en matière de cotisation de sécurité sociale, l'élargissement des prérogatives des contrôleurs de la sécurité sociale, ainsi que l'habilitation des inspecteurs du travail au contrôle du respect de la législation de sécurité sociale».

A. B.

LE RCD S'OPPOSE FERMEMENT AU TROISIÈME MANDAT DE BOUTEFLIKA

C'est une forfaiture et une dérive monarchique

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a réuni ce week-end, pendant deux jours à Zéralda, son conseil national, occasion pour le parti de fêter son 18^e anniversaire mais, surtout, s'exprimer sur la situation politique générale prévalant dans le pays.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Le RCD est ainsi la première force politique à briser l'unanimité forcée autour du «troisième mandat» pour Bouteflika. Le parti de Saïd Sadi prouve, encore une fois, qu'il reste la seule force politique d'opposition en Algérie encore capable de critiquer Bouteflika. Le ton de la résolution finale de l'instance suprême du RCD est sans concession et le vocabulaire est du genre que bien des acteurs ont oublié depuis avril 2004.

On y lit en effet «l'administration est mobilisée en toute illégalité pour conduire une opération de révision de la Constitution en faveur d'une présidence à vie, insultant tous les repères, valeurs et sacrifices qui ont réintégré l'Algérie dans le monde moderne». Et de poursuivre : «Cette initiative est une forfaiture. Elle vise à cacher un bilan désastreux et introniser une oligarchie tribale qui mènera le pays à une implosion certaine.» Le show quotidien que le pouvoir sponsorise depuis quelques semaines et consistant à faire dire à tous les partis, organisations, comités, etc. qu'ils «exhortent le président à procéder à la révision de la Constitution et à se présenter pour un troisième mandat» fait craindre le pire au RCD. «Cette dérive nous interpelle tous», avertit le parti qui «en appelle à tous les patriotes. Notre mobilisation se doit d'être, aujourd'hui encore, déterminée, massive et soutenue». Comme durant les infernales années du terrorisme lorsqu'il organisa le front de la résistance, le RCD lance cet appel : «La classe politique

républicaine et la société civile doivent s'impliquer et s'engager solidement. Il ne s'agit ni d'opposer les différentes catégories de la société ni de sauver ou de soutenir un responsable disqualifié ni de servir un clan. L'enjeu, c'est l'Algérie et uniquement l'Algérie.» Ce, avant d'expliquer sa proposition. «Mobiliser à l'intérieur toutes celles et tous ceux qui refusent l'humiliation et la soumission et alerter sur la scène internationale nos partenaires qui redoutent légitimement une dérive monarchique pouvant déstabiliser toute la région est à la fois une exigence et une urgence politique.» Le communiqué du RCD ne s'arrête pas là et accable lourdement Bouteflika et son entourage. «La grossière domestication actuelle de l'administration réduite à un appareil de pression et de corruption devant servir une stratégie de confiscation de l'Etat au profit d'une secte disqualifiée le pouvoir dans toute fonc-

tion d'arbitrage ou de recours.» Ce constat fait, le RCD met le doigt sur la véritable problématique : «Si l'élection présidentielle il doit y avoir, elle ne peut se faire que dans le cadre d'une observation internationale sérieuse proposée en temps voulu et mobilisant les logistiques connues dans toutes les surveillances s'imposant aux régimes corrompus et despotiques.» Le bilan de la décennie Bouteflika n'a également pas échappé au vitriol du RCD. Particulièrement au plan sécuritaire. «Le conseil national observe, lit-on dans le même communiqué, que la recrudescence de l'insécurité est la conséquence directe d'une politique irresponsable guidée par des calculs étroits qui ont cru pouvoir manipuler le terrorisme pour en faire un outil de pression et de chantage destiné à renforcer la position du clan présidentiel dans le régime». Pour le RCD, cette gestion politicienne du phénomène fera que le «pays ayant accumulé les plus grands acquis dans la lutte antiterroriste, l'Algérie est désormais la base avancée d'Al Qaïda qui menace toute la zone Afrique du Nord-Sahel».

Ce qui amène le parti à apprécier l'attitude de l'ONU de la manière qui suit : «L'ONU qui a quelques raisons de douter de la voie suivie par le pouvoir en place a décidé, pour la première fois, de mener une enquête indépendante à la suite des attentats du 11 décembre 2007 (...) cette demande est légitime et doit être appuyée par tous les patriotes concernés par les reniements qui ont anéanti une résistance citoyenne saluée dans le monde entier.» Sans confondre la critique de la gestion sécuritaire désastreuse depuis 1999 avec la criminelle interrogation du «qui-tue-qui ?», le RCD affirme, dans son communiqué, qu'il «travaille à rapprocher les acteurs convaincus que le rejet de l'intégrisme n'est pas la garantie d'un engagement démocratique. Le changement relève de la responsabilité de l'opposition démocratique».

De même qu'il est urgent d'assainir la scène algérienne des confusions populistes : on ne peut pas être client du régime et aspirer au changement». L'allusion à Louisa Hanoune, mais surtout à Hamrouche, est à peine voilée.

K. A.

LARBAÂ-NATH-IRATHEN

Il se faisait passer pour un terroriste d'Al-Qaïda

Jeu de mardi, à Larbaâ Nath-Irathen, est tombé entre les mailles du filet que lui avaient tendu les services de la police judiciaire, Z. D., un jeune homme d'une trentaine d'années, qui avait instauré, depuis plusieurs semaines, un climat d'anxiété intense chez les entrepreneurs et commerçants de la région. Usant de son téléphone portable quand il ne recourait pas aux lettres, anonymes évidemment, le gars exigeait au nom... d'Al-Qaïda pour les pays du Maghreb qu'on lui verse des rançons. Sinon, il menaçait d'enlèvement ou carrément de mort tout ce monde qu'il a bien pris le soin

de trier parmi la population la plus aisée de Larbaâ Nath-Irathen et sa région. Usant de l'option du numéro caché des trois opérateurs de téléphonie mobile, et d'autres astuces que le simple utilisateur du portable ne peut apparemment maîtriser, Z. D. s'en est également pris à l'hôpital de l'ex-Fort national, pour des raisons que personne ne connaît encore, qu'il a alerté à deux reprises pour faire croire à d'imminents attentats à la bombe. Arrêté jeudi, il a été présenté hier devant le parquet près le tribunal de Larbaâ Nath-Irathen qui l'a mis sous mandat de dépôt.

Azidine M.

LE TROISIÈME MANDAT VU PAR LES BRITANNIQUES

«Bouteflika ne doit pas renforcer sa personne»

L'ambassadeur du Royaume-Uni à Alger s'est exprimé ce week-end sur la question de la révision constitutionnelle qui doit assurer un troisième mandat à Abdelaziz Bouteflika. Hendrew Henderson estime qu'en Algérie, «le processus politique est bloqué» et qu'«une bonne partie de la société a perdu espoir».

Tarek Hafid Alger (Le Soir) - Hendrew Henderson a mis de côté la traditionnelle obligation de réserve à laquelle est tenu tout diplomate à l'occasion du colloque «L'Algérie d'aujourd'hui et de demain, et les relations algéro-britanniques» qui s'est tenu jeudi dernier à Londres. Intervenant à l'ouverture de cette rencontre, l'ambassadeur britannique a longuement abordé la situation politique et sociale actuelle. «Avant de prendre mes fonctions en Algérie l'été dernier, j'ai été briefé par le Foreign Office où on m'a dit que les deux choses qui préoccupent les Algériens sont la maladie de leur président et l'insécurité. Mais sur place, je me suis rendu compte que les gens sont plutôt confrontés aux problèmes de santé, d'éducation, de chômage et des prix du lait et de la pomme de terre.

Une bonne partie de la société a perdu espoir», a expliqué l'ambassadeur et dont les propos ont été rapportés par plusieurs journaux, dont les quotidiens *Liberté* et *El Qods El Arabi*. Hendrew Henderson ira jusqu'au bout de son analyse en abordant la très sensible question de la reconduction de Abdelaziz Bouteflika au pouvoir. «Le président Bouteflika ne doit pas renforcer sa personne en tant que président, mais plutôt l'institution présidentielle pour qu'elle soit plus représentative du peuple algérien et non pas de sa personne (...) le vrai problème du pouvoir en Algérie est avec lui-même et tout ce qui peut apparaître n'est pas la réalité, parce que celle-ci est dans les coulisses», ajoutera-t-il. Dans un entretien express accordé à la correspondante de *Liberté* à Londres, Hendrew Henderson note que «le processus politique est bloqué», une situation qui «inquiète la communauté internationale». «Des problèmes existent. Il n'est pas bon de les ignorer. Mais, en même temps, il y a une détermination à progresser et à relever des défis. Sur le plan politique cependant, il me paraît qu'en ce moment, le processus est bloqué. En Algérie, tout le monde est focalisé sur la révision de la Constitution et le troisième mandat du président. Il faut déterminer si oui ou non, cette option est retenue. Ce manque de vision sur l'avenir inquiète la communauté internationale.» L'ambassadeur britannique à Alger aurait-il déclaré très haut ce que les responsables des chancelleries occidentales pensent tout bas ? Il semble bien que oui.

T. H.